

Le premier ministre parle maintenant de distribuer des récompenses et des faveurs. Il accuse le chef de l'opposition de contribuer à la désunion nationale en mentionnant, dans la ville de Québec, des faits concernant l'allocation de fonds à certaines provinces en particulier. A mon avis, nous sommes dans une position des plus précaire si nous ne pouvons même pas discuter les faits relatifs à la gestion de l'ancien ministère du ministre, que ce soit à l'égard des fonds alloués à la province de Québec, au Territoire du Yukon, ou aux provinces de l'Atlantique.

L'hon. M. Stanfield: Ces faits ne se rapportaient pas tous à son ministère. Pour la plupart il s'agissait de faveurs électorales.

M. Nielsen: Non seulement nous avons critiqué les parcs nationaux qui ont été annoncés par le ministre des Affaires du Nord canadien (M. Chrétien), à la veille de l'élection, dans la province de Québec, mais encore nous avons critiqué les parcs donnant sur les cours d'eau, mentionnés par l'ancien ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui nous vient de Toronto. Nous avons critiqué l'annonce faite par le ministre des Affaires urbaines (M. Basford) au sujet de la construction de quais en Colombie-Britannique. Pourquoi choisir une province en particulier pour critiquer le chef de l'Opposition?

Nous avons protesté quand le ministre des Affaires indiennes a annoncé un programme de 50 millions de dollars pour des «Routes et sentiers»; nous avons protesté contre l'aménagement à Toronto du parc riverain de M. Sharp dont le coût était estimé à 30 millions de dollars; nous avons protesté contre le programme de M. Basford visant le déplacement de voies ferroviaires au coût de 25 millions de dollars. Nous avons critiqué Pepin qui se faisait le promoteur des aéronefs STOL qui auraient coûté 60 millions de dollars et nous avons critiqué le ministre des Finances qui proposait un plan de cité modèle de 400 millions de dollars pour Ottawa. Nous avons critiqué le ministre des Affaires indiennes...

L'hon. M. Turner (Ottawa-Carleton): Une question de privilège, monsieur l'Orateur. Je tiens à signaler que je connais le député du Yukon (M. Nielsen) depuis longtemps et je sais qu'il ne se permettrait pas d'altérer les faits. Le programme annoncé pendant la campagne électorale concernant Ottawa ne coûterait pas un cent, car le gouvernement fédéral est déjà propriétaire du terrain.

M. Nielsen: Tout ce que je puis répondre à cela, c'est que si des projets de ce genre étaient mis à exécution dans Ottawa, nous voudrions certainement aussi en voir réaliser quelques-uns au Yukon. Enfin, mais ce n'est pas la moindre de nos critiques, nous protestons de nouveau contre le projet d'aménagement du parc national historique dans la ville de Québec, proposé par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (M. Chrétien) et qui coûtera 16 millions de dollars, soit en tout 581 millions de dollars, si mes calculs sont exacts. Le ministre des Finances (M. Turner) voudra peut-être les rectifier.

• (2140)

L'hon. M. Turner (Ottawa-Carleton): Vous vous trompez.

M. Nielsen: Je puis me tromper. Je ne parle pas des deux milliards de la caisse d'assurance-chômage ni de la manne dont il est question dans l'ouvrage «The Great Rip Off» du programme d'initiatives locales ou des subventions à Perspectives-Jeunesse dans la ville de Toronto. Je ne cite ces cas qu'à titre d'exemple afin de bien faire

L'Adresse—M. Nielsen

comprendre que nos critiques ne visent aucune province en particulier. Ce n'est pas juste, ce n'est pas bien, et cela contribue à la dissension au sein du pays, que d'accuser ce parti de s'attaquer à une province en particulier.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: D'après moi, annoncer une telle nouvelle six jours avant la mise aux voix, c'est une tactique délibérée et préméditée de la part du parti libéral pour se rallier des votes. Les Canadiens ne se sont pas laissés leurrer—they n'ont pas été bernés à Toronto et en Colombie-Britannique où l'annonce a été faite. Les gens ont réagi comme d'honnêtes citoyens canadiens et ont rejeté les libéraux, mais non pour des raisons d'ordre racial.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Ils sont tout simplement mauvais.

M. Baldwin: Ils sont tout simplement incompetents.

M. Nielsen: Le nouveau ministre des Transports dit que les Québécois n'ont pas compris, mais les anglophones de l'île de Montréal ont compris et voté en bloc pour le parti du ministre de telle façon que l'on ne peut leur attribuer ceci. Les députés de l'opposition ne le cèdent à personne pour ce qui est d'appuyer sans réserve l'unité nationale au Canada. Le premier ministre sourit et prend la position du Bouddha, mais je ne veux pas être pharisaïque...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Turner (Ottawa-Carleton): L'auréole semble glisser.

M. Nielsen: Je n'ai pas été au service de mon pays de 1942 à 1952 dans l'armée pour entendre quelqu'un m'accuser d'être contre l'unité nationale. Je n'ai pas combattu pour voir cette situation se produire au Canada et je me dépenserai sans compter pour que cela ne se produise pas. C'est l'une des raisons pour lesquelles je suis ici.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Je ne suis pas ici pour voir le premier ministre se lever comme il l'a fait aujourd'hui et nous faire un discours sur le droit constitutionnel. Je me rappelle une occasion semblable alors qu'il était le nouveau ministre de la Justice et que le gouvernement a été défait en 1968 lors d'un vote portant sur une mesure fiscale.

Le très hon. M. Trudeau: En février.

M. Nielsen: Je m'en souviens fort bien car j'avais dû partir à la hâte pour me rendre à une réunion de parents et d'instituteurs à l'école Vincent Massey à Ottawa. Je pense qu'il s'agissait d'un des deux votes qui ont défait le gouvernement de l'époque.

Le premier ministre, en sa qualité de ministre de la Justice de ce gouvernement-là, avait pris l'attitude qu'il prend aujourd'hui. Pour lui une mesure fiscale n'a réellement aucune importance qu'elle contribue ou non à la défaite du gouvernement. Il avait alors déclaré ce qu'il dit aujourd'hui—qu'il appartient au gouvernement de décider de sa défaite. Si je puis le paraphraser, voici ce qu'il dit: si le gouvernement est renversé sur des principes fondamentaux il ira aux urnes mais si d'autres questions s'opposent à lui, il ne jugera pas que c'est une défaite. Pour qui le premier ministre se prend-il pour décider qu'une question en sera une de principe?

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Certains trouvent que les députés d'en face ont perdu leur arrogance, qu'ils font maintenant preuve